Document generated on 04/23/2024 4:07 a.m.

Recherches sociographiques

Gérald FORTIN, *La société de demain : ses impératifs, son organisation*

Gabriel Gagnon

Volume 13, Number 1, 1972

URI: https://id.erudit.org/iderudit/055566ar
DOI: https://doi.org/10.7202/055566ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Gagnon, G. (1972). Review of [Gérald FORTIN, *La société de demain : ses impératifs, son organisation*]. *Recherches sociographiques*, *13*(1), 152–154. https://doi.org/10.7202/055566ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1972

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

n'exclut pas le style ; que la réflexion ne récuse pas le besoin des mythes, l'ardeur du cœur, le courage des engagements.

Jean-Charles FALARDEAU

Département de sociologie,
Université Laval.

Gérald FORTIN, *La fin d'un règne,* Montréal, HMH, 1971, 397 p.

Gérald FORTIN, *La société de demain : ses impératifs, son organisation,* Gouvernement du Québec, Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, Annexe 25, octobre 1970, 99 pages. (Rapport CASTONGUAY.)

La sociologie québécoise, inspirée par Léon Gérin, l'école de Chicago puis la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, fut d'abord avant tout rurale. En retard sur l'évolution de la société québécoise, elle a fini par s'intéresser, surtout depuis 1960, à la région puis à la ville. Ce passage du rural à l'urbain, le sociologue Gérald Fortin nous le décrit à travers son expérience personnelle de chercheur dans le recueil d'articles qu'il a rassemblés dans *La fin d'un règne.*

Ces articles, qui couvrent une période allant de 1956 à 1970, sont précédés d'une introduction à caractère autobiographique où l'auteur les situe dans le contexte d'une évolution personnelle qui l'a mené, de la paroisse rurale où il est né, au Département de sociologie de Laval, au Bureau d'aménagement de l'Est du Québec puis, récemment, à la direction du Centre de recherches urbaines et régionales de l'Institut national de la recherche scientifique.

Les vingt et un chapitres, de longueur et de valeur inégales, comprennent à la fois des études monographiques, des éléments de recherche théorique, et des schémas de réforme sociale.

Les cinq premiers forment un tout homogène. Il s'agit d'une monographie de la communauté rurale de « Sainte-Julienne » effectuée dans le cadre d'une étude d'ensemble sur les travailleurs forestiers et la complémentarité agriculture-forêt. Le grand intérêt de cette monographie qui nous est ici présentée en détails, fut à l'époque de remettre en question les postulats fondamentaux du continuum folk-urbain et de l'homogénéité du milieu rural québécois qui inspiraient jusqu'alors notre sociologie comme notre idéologie officielle. Dans l'optique de la sociologie du travail, elle insiste surtout sur l'économie et la structure des occupations alors que les études précédentes s'intéressaient plutôt à la famille, à la religion et aux valeurs. Cette première brèche devait ensuite s'élargir grâce à une autre étude de Fortin, en collaboration avec Adélard Tremblay, sur *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec,* à laquelle aucune référence directe n'est cependant faite dans l'ouvrage qui nous intéresse actuellement.

À la suite de l'étude sur « Sainte-Julienne », un certain nombre d'autres articles, où les répétitions ne font malheureusement pas défaut, tentent de décrire plus globalement toutes les dimensions du nouveau milieu rural québécois, qu'il s'agisse de technologie, d'organisation sociale ou de mentalités. Le meilleur et le plus complet de ces chapitres descriptifs demeure sans doute celui (chap. 16) qui s'intitule « Le défi d'un monde rural moderne » où les préoccupations planificatrices de l'auteur surgissent déjà de l'analyse rigoureuse du milieu rural et des institutions qui l'encadrent.

Une autre série de textes, insérés entre les travaux empiriques, voudraient leur donner certaines dimensions théoriques pas toujours apparentes. Mentionnons d'abord le chapitre 9, intitulé « L'innovation comme modèle dynamique de changement social » : il présente, selon les termes mêmes de l'auteur, « une intuition qui nous a été utile pour orienter la recherche aussi bien que l'action dans une vaste expérience de planification régionale (B.A.E.Q.) » (page 194). Le modèle que l'on peut tirer de ce court texte s'inspire de *The Closed and Open Mind* du professeur américain Rokeach. Il s'agit d'une sorte de psycho-fonctionnalisme qui cherche à expliquer la résistance différentielle à l'innovation du système normatif d'une société selon qu'il s'agit du palier de la technologie, de l'organisation ou des valeurs : la dichotomie société traditionnelle-société industrielle, pourtant mise en question par les travaux empiriques de l'auteur, y est encore utilisée allègrement.

Quant aux chapitres 14 et 15 (« Milieu rural et milieu ouvrier, deux classes virtuelles » et « Transformation des structures du pouvoir ») la rencontre d'éléments d'une théorie des classes sociales, de fragments d'une sociologie politique et de riches observations concrètes y produit un certain nombre d'intuitions fort intéressantes sur les structures socio-politiques en milieu rural, ouvrant la voie à de futures recherches en ce domaine. Finalement le chapitre 19, « Perspectives théoriques et étude de quatre C.E.R. », tente d'élaborer une « théorie moyenne » *(middle-range theory)* de la planification et de la participation pour l'appliquer à l'étude des conseils économiques régionaux : nous restons encore ici sur notre appétit, le modèle se révélant trop peu développé pour expliquer la totalité des faits. Tout compte fait, on pourrait peut-être reprocher à Fortin de ne pas nous laisser assez voir, du moins dans ce recueil, la perspective théorique d'ensemble qui l'inspire : il semble hésiter entre diverses sources d'inspiration peut-être inconciliables ou du moins pas encore conciliées. Espérons qu'il nous fournira bientôt l'ouvrage théorique qui répondrait à nos attentes.

Une troisième dimension de l'ouvrage, peut-être la plus intéressante, c'est l'engagement graduel d'un sociologue, son passage de la recherche aseptique à la planification urbaine et régionale, au nationalisme et à l'utopie. Cette évolution, on en lit les étapes dans tous les chapitres de *La fin d'un règne*. Par son travail au B.A.E.Q., Fortin a redécouvert « la liaison entre idéologie et sociologie, (de) la nécessité de l'engagement du sociologue pour renouveler la sociologie elle-même » (page 14). Trop lié aux théories unilinéaires de la modernisation, cet engagement se présente d'abord comme une forme de technocratisme où le sociologue serait chargé d'assembler théoriquement les éléments d'une technologie, d'une mentalité et d'une société modernes pour ensuite les proposer à l'acceptation des populations traditionnelles défavorisées. Partant de là, grâce à une réflexion prolongée sur la participation, l'auteur aboutit plus tard à une vision du développement beaucoup plus multilinéaire, faisant plus de place aux valeurs des populations concernées et aux conflits qu'elles peuvent engendrer. On retrouve surtout cette nouvelle inspiration dans les deux derniers chapitres du volume, « Le Québec : une société globale à la recherche d'elle-même » (chap. 20) et « Le Québec : une ville à inventer » (chap. 21).

La réflexion ainsi amorcée, où le sociologue retrouve le rôle d'utopiste qu'il refuse très souvent d'accepter consciemment, Fortin la reprend de façon beaucoup plus globale dans un excellent texte rédigé pour la Commission Castonguay et dont on a trop peu parlé jusqu'à maintenant : il s'agit de *La Société de demain : ses impératifs, son organisation*. Le sociologue y laisse libre cours à ses intuitions de réformateur social, nous dévoilant un modèle intégré et détaillé de « la société de participation » qu'il préconise pour le Québec. « La croissance économique et le développement so-

cial » (chap. 1) nous fournit le cadre général au sein duquel s'affrontent société de classe, technobureaucratie et société de participation, pour le contrôle de la société post-industrielle. « Les prérequis de la société démocratique de développement » (chap. 2) analysent en détails, de l'économique au judiciaire en passant par la santé, l'éducation, la culture, etc., les figures concrètes que pourrait prendre ici la société de participation. Quant aux « Principes généraux d'organisation » (chap. 3), ils décrivent toutes les dimensions d'un système politique complexe qui donnerait vie à cette nouvelle société. L'Utopie de Fortin apparaît à la fois réalisable et exaltante. Peut-être néglige-t-elle un peu trop cependant la dimension économique fondamentale que constitue l'impact de l'impérialisme américain comme les conflits certains qu'auront à affronter classes et mouvements sociaux pour s'en affranchir.

Les travaux de Gérald Fortin nous révèlent en un microcosme l'évolution d'une génération de sociologues québécois, passant de Redfield à Touraine, de l'aseptisme à l'engagement. Il nous reste à voir comment ces travaux pourront s'articuler avec ceux d'une nouvelle génération beaucoup plus soucieuse de théorie générale que de faits et pour qui l'action devient un épiphénomène surtout observable du point de vue de Sirius.

Gabriel GAGNON

Département de sociologie,
Université de Montréal.

René DUROCHER et Paul-André LINTEAU, (éd.), *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières, Éditions Boréal Express, 1971, 128 p. (Études d'histoire du Québec, 1.)

Collé à un marché inondé depuis plusieurs années de recueils d'articles pour l'enseignement de niveau collégial, le Québec n'en avait pas moins presque complètement négligé cet outil pédagogique. Les éditeurs québécois semblent maintenant vouloir combler ce vide. Les auteurs de ce livre, qui dirigent aussi la collection, nous promettent une série d'anthologies pour un proche avenir.

Le lecteur de ce type d'ouvrage recherche des articles importants dans le domaine, un certain guide bibliographique et, peut-être principalement, un prix abordable. *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français* satisfait à ces exigences. Il se compose d'une présentation d'une quinzaine de pages et de cinq textes appartenant à au moins quatre disciplines des sciences sociales. Il n'est pas superflu d'ajouter que, grâce à une subvention, le prix est assez bas.

Dans leur présentation, Durocher et Linteau partagent les différentes thèses explicatives du retard et de l'infériorité postulés en quatre facteurs : les facteurs géo-économique, socio-culturel, politique et psychologique. Cette classification reste arbitraire ; on notera que la dernière école ne compte qu'un seul maître (ou élève). Le lecteur y trouvera cependant de nombreuses références bibliographiques.

Les deux premiers textes sont des choix sûrs. Après dix-huit ans d'attente, ce recueil offre une traduction du travail de Faucher et Lamontagne sur l'histoire de l'industrialisation du Québec. De son côté, l'étude de Taylor sur l'industriel canadien-français et son milieu demeure encore sans concurrence et nous fait regretter le peu d'intérêt des sociologues québécois pour le domaine économique.